



Éditorial

L'étude des milieux ne suffit pas à diminuer le risque de catastrophe naturelle.

Depuis le 26 décembre 2004, les interrogations demeurent :

« Peut-on parler de catastrophe naturelle quand il semble qu'on maîtrise les connaissances et les techniques de pointe qui permettent de prévenir ces phénomènes et de sauver des milliers de vie ? »

Au Japon par exemple, juste avant la catastrophe naturelle de Bâm en Iran, une secousse de force 8 n'avait fait aucune victime : le séisme n'avait pas entraîné de catastrophe. Parce que (depuis Kobé) le Japon dépense sans compter pour se protéger : information ultra rapide, alerte et évacuation urgente des populations. Les données enregistrées par le système national de détection des tsunamis peuvent être lues et analysées (presque) en temps réel. Ces bouées ont détecté des tsunamis, parfois avec un délai de quatre minutes. Quelques petites minutes qui, en Asie du Sud, auraient probablement pu sauver des milliers de vies.

« Peut-on parler de catastrophe naturelle quand il semble nécessaire et simple d'éduquer les populations des zones concernées à réagir aux signes avant-coureurs ? »



Au Japon toujours, en cas de tsunami côtier, l'alerte est délivrée par l'agence météorologique nipponne qui a divisé le territoire en dix-huit blocs reliés aux municipalités et aux secours. Pour informer leur population, les villes et villages isolés sont tous équipés de sirènes et de haut-parleurs. Radios et télévisions bouleversent leurs programmes et informent aussitôt la population en diffusant les instructions à suivre. Les progrès de la science et l'étude des milieux ainsi que l'éducation des populations suffisent à protéger les Japonais (et les Californiens). Mais le tsunami en Asie du Sud vient rappeler qu'on doit tenir compte d'un autre paramètre : la dimension politique de toute catastrophe naturelle, l'organisation du monde en chaos social international. Et de cela, rien ni personne ne protège les pays pauvres...

La suppression de la dette vient donc à l'ordre du jour : les gouvernements de l'Inde et de la Malaisie sont réticents (mais qu'en pensent les peuples indien et malais?) tandis que l'Indonésie et le Sri Lanka discutent des modalités d'une possible annulation qui pourrait être l'occasion d'un nouveau départ pour les enfants de ces pays. En effet, des efforts considérables restent à faire pour la scolarisation des enfants en Asie du Sud. Selon le courrier de l'UNESCO, quelque 130 millions d'enfants dans le monde ne sont toujours pas scolarisés, et environ 872 millions d'adultes n'ont pas les compétences de base qui leur permettraient d'échapper à la pauvreté. Cette crise de l'éducation est particulièrement aiguë dans les deux régions du monde où le revenu par habitant est le plus faible : l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne.

La proportion de filles parmi les enfants non scolarisés est énorme : elles représentent près des deux tiers des enfants privés d'éducation primaire dans le monde en développement. La moitié des filles d'Asie du Sud ne vont jamais à l'école, cette région affiche la plus forte disparité entre filles et garçons.

Ces inégalités contribuent naturellement à gonfler les chiffres de l'analphabétisme : l'Asie du Sud présente le plus fort taux et l'inégalité la plus criante entre les sexes chez les adultes. Cette situation est lourde de conséquences du point de vue du développement humain.

La pauvreté, accentuée par la dette, rend plus vulnérable et exclut par avance les enfants de toute éducation de base.

Cat Ouvrard
Coordinatrice
du Nouvel Éducateur

